Quatre pays de quatre continents rejoignent l'UIHJ lors du Conseil permanent de Paris de l'UIHJ

Le 29 novembre 2007, le Chili, le Kazakhstan, l'Ancienne république Yougoslave de Macédoine et la Mauritanie ont rejoint l'UIHJ à l'occasion d'un conseil permanent historique à Paris, devant plus de cent vingt représentants de plus de quarante délégations ainsi que devant des hauts représentants de la République de Biélorussie et de Thaïlande.

Signature charte Kazakhstan – Signature of the Charter with Kazakhstan

Jacques Isnard, president de l'UIHJ pendant son allocution d'ouverture – Jacques Isnard, President of UIHJ, during his opening speech

L'indépendance de la justice et l'indépendance des huissiers de justice

C'est pendant la dernière semaine de novembre que se tient le conseil permanent de l'UIHJ, la plus haute autorité après le congrès international. Comme en 2006, la veille de cette grande manifestation internationale était réservée aux ateliers animés par des membres de l'UIHJ sur des thèmes choisis pour leur actualité : le constat, le séquestre et le recouvrement amiable de créances. Chacun pouvait prendre part aux débats et une nouvelle fois, cette initiative a rencontré un très grand succès.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a ouvert le conseil permanent le 29 novembre avec son discours introductif et de bienvenue. Il a salué l'ensemble des délégations présentes, ainsi que les hauts représentants de la République de Biélorussie et de Thaïlande, venus spécialement pour l'occasion. Il a également remercié la Chambre nationale des huissiers de justice de France *« qui nous accueille avec une bienveillance sans cesse accrue et grâce à laquelle notre organisation peut poursuivre son action sur de nombreux fronts en hissant bien haut le pavillon de l'UIHJ »*.

Le président Isnard a ensuite développé un exposé sur l'indépendance de la justice et son corollaire, l'indépendance des huissiers de justice. *« Parler de la justice c'est appréhender le système dans son ensemble. La justice dans son acception classique c'est un corps de magistrats, mais aussi d'auxiliaires et d'officiers ministériels »* a-t-il dit. Partant du concept de justice indépendante et d'indépendance du pouvoir judiciaire, le président de l'UIHJ a précisé que le thème de l'indépendance de la justice est très extensible. Citant Locke, puis reprenant Montesquieu dans *« L'Esprit des Lois »*, il a indiqué : *« Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutive des choses qui dépendent du droit des gens et la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil »*.

Selon Jacques Isnard, l'indépendance de la justice est une valeur constitutionnelle partagée entre le juge et l'huissier de justice. Examinée sous le seul angle du pouvoir judiciaire, la notion d'indépendance de la justice se révèle très réductrice. Trop souvent on considère que la justice a rempli son rôle une fois le jugement rendu. Les magistrats eux-mêmes ne marquent qu'un intérêt mineur au sort de leur décision et rares sont ceux qui s'interrogent sur la capacité des parties à comprendre voire interpréter leur jugement.

Mais progressivement, constate le président de l'UIHJ, le secteur politique, le monde judiciaire, les opérateurs économiques manifestent une sensibilité croissante pour l'exécution des titres judiciaires. Ce fut en premier lieu l'Union européenne avec la mise en place de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (Conseil de Tampere de 1999), puis la Cour européenne des droits de l'homme qui reconnu le droit à l'exécution des jugements comme faisant partie intégrante du procès équitable (arrêt Honrsby contre Grèce du 19 mars 1997), droit qui s'est mué en véritable *« droit autonome de l'exécution »*, et enfin la recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 du Conseil de l'Europe sur les standards en matière d'exécution des décisions de justice et d'agents chargés de l'exécution.

Jacques Isnard a évoqué dans son discours le projet de statut unifié pour les huissiers de justice d'Afrique, dans le cadre de l'Ohada, présenté sous l'égide de l'UIHJ. *« L'huissier de justice libéral et indépendant, cela a été maintes fois démontré, est un gage d'indépendance de la justice »* a rappelé le président de l'UIHJ. Il a ensuite mentionné les cas, trop nombreux, où, dans certains pays, des huissiers de justice ont eu à subir les vexations, les sanctions, voire à connaître les geôles de leur pays pour avoir résisté à des manœuvres intimidantes et hors la loi alors qu'ils s'honoraient de remplir la noble mission qui leur incombait : celle d'exécuter un jugement rendu au nom du peuple ou de

Une partie des participants – A part of the participants

Les représentants de la Thaïlande – The representatives of Thailand

la République. L'inexécution des décisions de justice est une véritable atteinte à la démocratie. *« Pour parvenir à une justice indépendante, il convient donc d'avoir non seulement un pouvoir judiciaire indépendant mais encore un corps d'huissiers de justice lui aussi indépendant et libéral. »* a-t-il conclu.

Kazakhstan, ARYM, Chili, Mauritanie : quatre pays de quatre continents rejoignent l'UIHJ

Puis, Gérard Ploux, membre du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, remplaçant Paul Rochard, son président empêché, a indiqué qu'il a pu assister au formidable développement de l'UIHJ au cours des années et constater son extraordinaire montée. Il a indiqué que la Chambre nationale des huissiers de justice de France renouvelle à l'UIHJ et à son bureau ses vœux les plus chaleureux pour son extension dans le monde et qu'elle était heureuse d'accueillir comme chaque année l'ensemble des délégations dans la *« maison des huissiers de justice du monde »*.

Puis vint la cérémonie d'intronisation des nouveaux membres, menée par Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ.

Ce fut tout d'abord le tour du Kazakhstan. A la suite du congrès des huissiers de justice de ce pays qui s'est tenu à Astana en juin 2007 et auquel l'UIHJ avait participé (voir l'article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1016697&lg=fr), Kairat A. Mami, président de la Cour suprême du Kazakhstan, avait souhaité d'une part engager un processus visant à créer la profession d'huissier de justice à statut privé et indépendant, selon le modèle en vigueur en France, et d'autre part proposer la candidature de son pays en vue d'adhérer à l'UIHJ. C'est dans ce contexte particulièrement positif que M. Mami est venu présenter sa candidature en tant que membre associé de l'UIHJ. Parrainé par la France, représentée par Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, le président de la Cour suprême du Kazakhstan a indiqué que l'indépendance est un fondement du système de fonctionnement des tribunaux. Pour lui, les décisions de justice doivent être exécutées par les huissiers de justice. Cependant, malgré tous les efforts entrepris pour améliorer le service de l'exécution, assuré aujourd'hui par des fonctionnaires, le système n'est pas au fait de l'économie de marché.

Après avoir comparé différents systèmes, comme l'Allemagne, la France et d'autres pays, c'est finalement le modèle français qui lui a semblé le plus apte à répondre aux attentes des justiciables et des entreprises. M. Mami a indiqué qu'un projet de loi sera présenté prochainement au Parlement. Il s'est déclaré très heureux de cette coopération naissante avec l'UIHJ et a confirmé que le Kazakhstan est ouvert pour le développement de l'exécution des décisions de justice. L'intervention de M. Mami a été suivie par des applaudissements très nourris.

Puis ce fut le tour de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine (ARYM) de présenter sa candidature, sous le parrainage des Pays-bas, de son président Franz Van Der Meer, et de Jos Uitdehaag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ, qui a accompli de multiples missions dans ce pays depuis 2002, dans le cadre de la réforme des institutions judiciaires et de la mise en place d'une profession d'huissier de justice indépendant et libéral.

M. Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du pays a chaleureusement remercié l'UIHJ pour son aide et en particulier les Pays-Bas. Il s'est déclaré très heureux de rejoindre les rangs de cette grande organisation internationale.

Après l'Asie et l'Europe, ce fut au tour d'un pays du continent américain de présenter sa candidature : Le Chili. Ce pays était représenté par Patricia Castro Jimenez et Tatiana Munoz Mimiza, respectivement présidente et vice-présidente de l'Association des récepteurs judiciaires de Santiago, pour le compte de l'Association des récepteurs judiciaires du Chili. Nos consoeurs étaient parrainées par la France et par Dominique Aribaut-Abadie, membre de la délégation française de l'UIHJ, spécialiste en droit hispanique. Une délégation de l'UIHJ s'est en effet rendue à Santiago début octobre 2007 dans le cadre d'une mission de l'Union européenne impartie au ministère de la justice de France et de son Service des affaires européennes et internationales (voir l'article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019164&lg=fr). C'est à l'issue de cette mission que des contacts furent pris avec les récepteurs judiciaires chiliens qui ont aussitôt manifestement leur intérêt pour l'UIHJ et leur souhait d'adhérer sans délai.

Enfin, c'est un nouveau pays africain, la République islamique de Mauritanie, parrainée par la Tunisie et son président, Abdelkader Boutaba, ainsi que par Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ, qui fut intronisé membre observateur de l'UIHJ. M. Sidi Oueled Zammel, président de l'Association mauritanienne des huissiers de justice de Mauritanie a déclaré que les huissiers de justice de son pays avaient besoin d'assistance afin de les aider à élever les standards de la profession et de l'exécution des décisions de justice.

48 missions pour l'UIHJ en 2007

Last but not least, la Biélorussie était également invitée à prendre part aux travaux du Conseil permanent. En effet, l'UIHJ avait été invitée à prendre part à une conférence internationale qui s'est tenue à Minsk fin octobre 2007 pour célébrer le 85e anniversaire de la Cour économique suprême de Biélorussie (Voir l'article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019137&lg=fr). A la suite de ces rencontres, la Biélorussie a été à Paris. Ce pays était représenté par M. Andrei Ardeev, chef adjoint des huissiers de justice des juridictions économiques de la République de Biélorussie, et par

Mme Irina Belskaya, chef des Affaires juridiques et internationales de la Cour suprême économique de la République de Biélorussie. M. Ardeev a remercié le président Isnard de la possibilité qui était offerte à son pays de prendre part à cette réunion et a indiqué espérer que la coopération entre l'UIHJ et le service des huissiers de justice de son pays soit longue et prospère.

Puis, suivant l'ordre du jour, le président de l'UIHJ a dressé un état général de la profession. Jacques Isnard a indiqué que l'UIHJ comprend aujourd'hui 64 membres et qu'elle aura participé en 2007 à 48 missions. Concernant la formation, il a insisté une nouvelle fois sur son importance capitale pour la profession. A cet égard, il a mentionné la création de l'Institut international de droit judiciaire privé et de droit de l'exécution (IIDJPDE). Cet institut regroupe les différents organes dédiés à la formation : le Centre international de formation (CIF) créé en coopération avec l'Ecole nationale de procédure de Paris, présent en Roumanie, en Tunisie et bientôt en Lettonie, l'Ufohja, la bibliothèque mondiale en cours de création, la revue Juris-Union et le Comité scientifique de l'UIHJ. *« Cet institut va devenir l'une des armes fondamentales de la promotion et du développement de l'UIHJ »* a prédit le président de l'UIHJ.

Jacques Isnard a également indiqué que l'UIHJ est très active au sein du Conseil de l'Europe avec ses missions d'expertise et au sein de la Cepej, véritable laboratoire de l'Europe.

L'UIHJ a aussi été invitée par la Conférence de La Haye de droit international privé à l'occasion de la conférence pour l'Afrique francophone qui s'est tenue fin août 2007 (voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1003093&lg=fr) et a réuni les plus hauts magistrats des juridictions de l'Afrique francophone. Le président Isnard a indiqué que c'est à l'UIHJ que la Conférence de La Haye a demandé de présenter la convention de La Haye du 15 novembre 1965 sur la signification des actes en matière transfrontière. Toujours concernant l'Afrique, l'UIHJ a encore été invitée au congrès de la francophonie des présidents des cours de cassation à Dakar, début novembre 2007. *« Nous étions la seule organisation internationale invitée avec l'Union internationale des avocats »* a constaté Jacques Isnard.

A l'issue de sa présentation, le président de l'UIHJ a salué nos confrères Honoré Aggrey et Emmanuel Minoungou, promus tous deux chevaliers dans l'Ordre national du mérite, respectivement en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Il a enfin salué le travail accompli par Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, de Luisa Lozano, secrétaire de l'UIHJ et par Christiane Duperray, épouse de René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ, pour son assistance bénévole dans la tenue des comptes de l'organisation.

Antonio Kostanov, Jacques Isnard

L'Ohada fait des petits

Nikola Hesslén, déléguée permanente de l'UIHJ pour les pays scandinaves, a ensuite présenté son rapport. Au Danemark, une réforme de la carte judiciaire a réduit le nombre de juridictions de 85 à 22. En Norvège, une nouvelle loi sur les procédures contentieuses doit entrer en vigueur en 2008 afin de rendre cette matière plus simple et plus efficace. En Finlande, une réduction du nombre d'huissiers de justice est à prévoir. En Islande, notre consoeur a déploré l'absence de contact avec ce pays. Enfin, pour la Suède, Nicola Hesslén a présenté Oulof Tanen, nouveau directeur du Service public du recouvrement forcé. Des réformes devraient simplifier et rendre plus efficaces les procédures d'exécution. Le 5e séminaire nordique s'est tenu à Stockholm des 12 au 14 septembre 2007 sur le thème de la situation du débiteur au-delà des frontières (voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019382&lg=fr) et l'UIHJ y était représentée par ses plus hautes instances, son président, Jacques Isnard, son premier vice-président, Leo Netten, et l'un de ses vices présidents, Roger Dujardin.

Concernant les USA, notre consoeur Sue Collins, déléguée de l'UIHJ pour les Etats-Unis, a informé les participants des projets en cours pour les significations par voie électronique dans quelque Etats. *« Nous n'y pouvons rien et cela se fera avec sous nous »*, a-t-elle indiqué. Sue Collins a également déclaré qu'elle participerait début décembre à la réunion annuelle de l'Association des Sheriffs des Etats-Unis et qu'elle tenterait de les convaincre de devenir membre de l'UIHJ.

Puis Jacky Sizam, délégué de l'UIHJ pour les Antilles, a indiqué qu'il a participé à la conférence Forum d'échanges de Pointe à Pitre autour du projet Ohadac (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires dans la Caraïbe). Notre confrère a précisé que les nombreux Etats issus des colonisations présentent des réalités juridiques et judiciaires très diverses. Ainsi, sur l'île de Saint-Martin, les deux systèmes du droit romano germanique et de la Common Law co-existent sans aucune frontière physique ! A ce titre, l'expertise de l'UIHJ a été sollicitée pour présenter aux 28 pays concernés son savoir-faire pour instaurer des professionnels du droit dans la mosaïque Caraïbe. Le président Isnard s'est réjoui de cette prise de conscience. *« L'Ohada fait des petits. L'Ohada est la plus belle invention politico judiciaire »* a-t-il commenté.

Patricia Castro Jimenez, présidente de l'Association des récepteurs judiciaires de Santiago (Chili) et Dominique Aribaut-Abadie, membre de l'UIHJ (France) - Patricia Castro Jimenez, President of the Association of the Judicial Receivers of Santiago (Chile), and Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ (France)

Les représentants de la délégation de Biélorussie – The representatives of the delegation of Belarus

Cheslan America, président du bureau des Sheriffs d'Afrique du Sud
Executive Manager of the South African Board for Sheriffs

Puis, Honoré Aggrey, délégué pour l'Afrique de l'Ouest et occidentale a présenté son rapport, témoignant des différents colloques et rencontres organisés en terre africaine au cours de l'année 2007. Il a insisté sur la formation avec l'Ufohja. Il a également évoqué cet événement fondateur pour la profession qu'a représentée la signature en mars 2007 à Abidjan (Côte d'Ivoire) d'un projet d'acte uniforme de statut uniformisé pour la profession d'huissier de justice des pays membres de l'Ohada (voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1006959&lg=fr).

Le congrès international de l'UIHJ en Afrique du Sud en 2012

Concernant l'Europe anglophone, David Walker, membre du bureau, a déploré que les Certificated Bailiffs aient choisis de quitter l'UIHJ, pour des raisons apparemment liées à leur refus de payer les cotisations – pourtant très modiques - à l'UIHJ, au moment où une nouvelle loi doit venir réformer cette profession qui ne jouit pas d'une très bonne popularité. En Ecosse, les projets qui devaient aboutir à la suppression des Messengers-at-Arms ont été suspendus, suite aux récentes élections du Parlement. Enfin, en Irlande du Sud, il n'y a pas d'avancée significative.

Puis Cheslan America, executive manager du Bureau des Sheriffs d'Afrique du Sud, a présenté la candidature de l'Afrique du Sud et du Swaziland pour le congrès international de l'UIHJ, en 2012.

Après que Dominique Aribaut ait présenté l'incroyable « *marathon chilien de l'UIHJ* » à Santiago du Chili (voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019164&lg=fr), André Mathieu a présenté un compte rendu de la 60e réunion des associations et ONG dont fait partie l'UIHJ, le thème de la conférence étant le changement climatique (voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019437&lg=fr).

Concernant les activités du Conseil de l'Europe et de la CEPEJ, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ a évoqué la 9e réunion plénière qui s'est tenue à Strasbourg les 13 et 14 juin 2007 (Voir article sur notre site : http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1003075&lg=fr).

Notre confrère a évoqué le rapport publié tous les deux ans sur l'efficacité de la justice dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe. Un rapport sur l'exécution des décisions de justice en Europe auquel a participé l'UIHJ a été préparé par l'équipe de recherche sur l'exécution des décisions de justice (l'Université de Nancy et l'Institut suisse de droit comparé). Ce rapport doit être présenté lors de la prochaine réunion qui se tiendra début décembre a précisé le secrétaire du bureau de l'UIHJ.

Ensuite, Jacques Isnard et Mathieu Chardon ont présenté les nouveaux instruments européens (injonction de payer européenne et règlement sur les litiges de faible importance). Ils ont également présenté le premier numéro de la revue Juris-Union de l'Institut international de droit judiciaire privé et de droit de l'exécution, et qui consiste en une publication sur le titre exécutoire européen dont ils sont les co-auteurs.

La journée mondiale des huissiers de justice

Bernard Menut a ensuite présenté le catalogue de formation élaboré par l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP) en matière internationale. Trois grands thèmes sont concernés : la formation des formateurs, la communication, et l'étude des cinq règlements européens concernant la profession d'huissier de justice. « Cette action de formation est jugée stratégique pour l'UIHJ. Elle permet de mettre en œuvre des actions de formation dans vos pays sur ces thèmes » a dit le secrétaire du bureau de l'UIHJ. Concernant les projets internationaux, il a poursuivi en évoquant le Kosovo, la Tunisie, le Liban et l'Ukraine.

Sidi Oueled Zammel, Jacques Isnard

Leo Netten, 1st vice-président de l'UIHJ et Andrei Ardeev, chef adjoint des huissiers de justice des juridictions économiques de la République de Biélorussie - Leo Netten, 1st Vice-President of the uUHJ and Andrei Ardeev, Deputy Chief Judicial Officer of the Economic Courts of the Republic of Belarus

Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie a ensuite parlé du séminaire international d'Alger qui se tiendra les 12 et 13 mars 2008 et qui concernera les pays de l'Union africaine et les pays de la Ligue arabe.
Concernant la Thaïlande, la directrice générale du département de l'exécution au ministère de la Justice a remercié l'UIHJ pour son accueil chaleureux. L'UIHJ est en relation avec la Thaïlande depuis plus de dix ans. La directrice générale a informé les participants des dernières évolutions relatives à la profession d'huissier de justice dans son pays.
Sur le thème de la communication, la date du jeudi 12 juin 2008 a été fixée pour la journée mondiale des huissiers de justice avec pour thème : *« Qu'attendez-vous d'un huissier de justice ? »*.
Puis Bernard Menut, Roger Dujardin et Françoise Andrieux, celle-ci étant membre de la délégation française de l'UIHJ, ont donné un compte rendu des trois ateliers qui se déroulés la veille sur le constat, le séquestre, et le recouvrement de créances. Françoise Andrieux a ensuite évoqué la réunion UIHJ EuroMed à Elche (Espagne). Michal Redelbach (Pologne), secrétaire d'UIHJ EuroDanube a fait de même pour la réunion UIHJ EuroDanube de Sopot (Pologne) des 26 au 28 septembre 2007. A cet égard, UIHJ EuroDanube dispose d'un site Internet : http://www.eurodanube.eu, avec un accès en français, en anglais et en polonais.
Roland de Meerleer et Francis Guépin, tous deux membres du bureau de l'UIHJ, ont ensuite présenté la journée d'étude de Bruxelles qui se déroulera le 28 février 2008 à Bruxelles sur les instruments européens utilisés par la profession d'huissier de justice :
- Signification des actes
- Reconnaissance des décisions
- Titre exécutoire européen
- Injonction de payer européenne
- Procédure européenne de règlement des petits litiges

« Nous serons la première organisation à tenir un colloque sur le nouveau règlement sur la signification » a précisé notre confrère Guépin. Ce colloque comprendra des interventions d'universitaires et d'huissiers de justice.

Les rencontres Afrique/Europe

Partant du constat selon lequel les huissiers de justice européens se rendent peu en Afrique, et se souvenant du succès rencontré par la cérémonie du 10e anniversaire de l'appel de Dakar, en particulier auprès des confrères européens présents à cette grande manifestation, le président Isnard a alors proposé l'organisation de rencontres Afrique Europe des huissiers de justice. Il a proposé une première rencontre des 8 au 10 octobre 2008 à Libreville (Gabon), destination très attractive en terme d'accueil hôtelier et touristique. Le but est de *« tenter de renforcer les liens qui existent entre les huissiers de justice du monde entier »* a-t-il déclaré.
Puis le Comité de l'UIHJ, représenté par Jos Uitdehaag, 1er questeur, Mathieu Chardon et Marc Schmitz, questeurs, ont présenté les travaux du Comité pendant l'année 2007 et relatifs au magazine, au site Internet, à la bibliographie mondiale, à la préparation du congrès international de Marseille en 2009, au nouveau site Extranet et au lancement de la Newsletter de l'UIHJ. La présentation des travaux du Comité s'est terminée par la présentation on line du questionnaire mondial sur la profession qui a laissé une forte impression. C'est la première fois en effet que l'on peut disposer de statistiques sur la profession sur un plan à la fois mondial, continental et national.
Pour terminer, Françoise Andrieux a su captiver un auditoire pourtant abreuvé d'informations depuis deux jours en faisant une présentation très remarquée sur *« l'huissier de justice élément essentiel de l'Etat de droit »*, thème du prochain congrès international de Marseille en septembre 2009. Notre consoeur a expliqué pourquoi il était nécessaire de réfléchir à de nouvelles classifications des biens pour mieux répondre aux attentes des justiciables, aux besoins des entreprises et pour mieux suivre l'évolution juridique et judiciaires des pays sur le plan mondial.
Au moment de clôturer ce conseil permanent d'une grande richesse et prometteuse pour l'avenir, Jacques Isnard a remercié l'ensemble des participants pour leur grande assiduité et la confiance dont ils témoignent aux membres du bureau. *« Nous allons nous efforcer à travailler dans le droit fil de la mission qui nous a été assignée. Bonne fêtes et à l'année prochaine »* a-t-il conclu.
En attendant, les participants se sont retrouvés dans une ambiance très conviviale à Paris pour le traditionnel et somptueux dîner offert par la Chambre nationale des huissiers de justice de France que l'on ne saura jamais remercier assez pour son soutien dans les actions de l'UIHJ et, au travers de celles-ci, de la promotion de la profession d'huissier de justice dans le monde.
A cette occasion, le président Isnard a remis à Mme Iwona Karpiuck Suckecha, ancienne présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, le diplôme d'honneur de l'UIHJ. Une récompense bien méritée et une bien belle façon de clore cet historique conseil permanent !

Une partie des participants – A part of the participants

Iwona Karpiuck Suckecha, ancienne présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, reçoit de Jacques Isnard le diplôme d'honneur de l'UIHJ - Iwona Karpiuck Suckecha, former, President of the National Chamber of Judicial Officers of Poland get the honorary diploma of the Uihj from Jacques Isnard

Four Countries from Four Continents Join the UIHJ at the Permanent Council

On 29 November 2007, Chile, Kazakhstan, the Former Yugoslavian Republic of Macedonia and Mauritania Join the UIHJ at the Time of a Historical Permanent Council in Paris, In front of More Than 120 Representatives of Over Forty Delegations and High Representatives of the Republic of Belarus and Thailand.

Pendant l'ouverture du Conseil permanent – During the opening ceremony of the Permanent Council

Kairat A. Mami, président de la Cour suprême du Kazakhstan, et Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Kairat A. Mami, President of the Supreme Court of Kazakhstan, with Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ

The Independence of Justice and the Independence of Judicial Officers

The UIHJ Permanent Council, the highest authority of the UIHJ, takes place every year in Paris on the last week of November. Like in 2006, the day before this great international event was reserved for the workshops animated by members of the UIHJ on themes chosen for their topicality: statement of facts, sequestration of goods and debt recovery. Each one could participate in the debates and once again, this initiative proved to be a great success.

Jacques Isnard, president of the UIHJ, opened the permanent council on November 29 with his introductory welcome speech. He greeted the delegations, as well as the high representatives of the Republic of Belarus and Thailand, who came especially on this occasion. He also thanked the French National Chamber of judicial officers *"which hosts us with an unceasingly increased benevolence and thanks to which our organisation can continue its action on many domains by promoting the flag of the UIHJ"*.

President Isnard then developed a talk on the independence of justice and his corollary, the independence of judicial officers. *"To speak about justice is to apprehend the system as a whole. Justice in its traditional meaning is a body of magistrates, but also of auxiliaries and members of legal professions"* he said. On the basis of the concept of independence of justice and independence of the judicial power, the president of the UIHJ specified that the topic of the independence of justice is very extensible. Quoting Locke, then mentioning Montesquieu in *"the Spirit of the Laws"*, he indicated: *"There are in each State three kinds of capacities: legislative power, executive power of matters depending on the law of nations and the executive power of those which depend on the civil law"*.

According to Jacques Isnard, the independence of justice is a constitutional value shared between the judge and the judicial officer. The concept of independence of justice appears very reducing when only examined under the angle of the judicial power. One too often considers that justice has fulfilled its role once the judgement is given. The judges themselves do not seem to be much concerned with the fate of their decisions and rare are those who wonder about the capacity of the parties to understand or even to interpret their judgements.

But gradually, notes the president of the UIHJ, the political sector, the legal world, the economic operators express an increasing interest in the enforcement of court decisions. It was started by the European Union with the creation of an area of freedom, security and justice (the 1999European Council of Tampere), then the European Court of Humans Rights who recognised the right to the execution of judgements like forming an integral part of the equitable lawsuit (Honrsby v. Greece case of March 19, 1997), right which was moulted in a true *"autonomous enforcement law"*, and finally the recommendation Rec (2003) 17 of September 9, 2003 of the Council of Europe on the standards as regards enforcement of court decisions and enforcement agents.

Jacques Isnard evoked in his speech the project of a standard statute for the judicial officers of Africa, within the framework of Ohada, presented under the aegis of the UIHJ. *"The liberal and independent judicial officer, as it was many times shown, is a pledge of independence of justice"* pointed out the president of the UIHJ. He then mentioned the too many cases where, in certain countries, judicial officers had to undergo vexations, sanctions, some being even imprisoned for having resisted to intimidation and unlawful manoeuvres while they were honourably fulfilling the noble mission which fell to them: that to carry out a judgement in the name of the people or the Republic. The un-enforcement of court decisions is a true attack against democracy. *"To reach an independent justice, it is thus advisable to have not only one independent judicial power but also an independent and liberal body of judicial officers."* he concluded.

Kazakhstan, FYROM, Chile, and Mauritania: Four Countries from Four Continents Join the UIHJ

Then, Gerard Ploux, member of the board of the French national Chamber of the judicial officers, on behalf of Paul Rochard, its president who was held up, indicated that he could witness the incredible development of the UIHJ during

the years and its extraordinary rise. He said that the National chamber of judicial officers of France expresses to the UIHJ and its board its most cordial wishes for its extension in the world and was happy to accommodate every year the whole of the delegations in the *"house of the judicial officers of the world"*.

Then the establishment ceremony of the new members started. It was chaired by Francis Guépin, member of the board of the UIHJ.

De G. à D. : Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de (l'Ancienne république yougoslave de) Macédoine, Franz Van Der Meer, président de l'Ordre royal des huissiers de justice des Pays-Bas, et Jos Uitdehhag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ – Fron L. to R. : Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, Antonio Kostanov, President of the National Chamber of the Judicial Officer of (the Former Yugoslavian Republic of) Macedonia, Franz Ven der Meer, President of the Royal Order of the Judicial Officers of the Netherlands, and Jos Uitdehhag, 1st quaestor of the Committe of the UIHJ

It was first the turn of Kazakhstan. Following the congress of the judicial officers of this country which was held in Astana in June 2007 and in which the UIHJ had taken part (see the article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1016698&lg=ang), Kairat A. Mami, president of the Supreme Court of Kazakhstan, had wished on the one hand to engage a process aiming at creating the occupation of a private and independent judicial officer, according to the model in force in France, and on the other hand to propose the candidature of his country in order to join the UIHJ. It is in this particularly positive context that Mr. Mami presented his candidature as an associate member with the UIHJ. Sponsored by France, represented by Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ, the president of the Supreme Court of Kazakhstan indicated that independence is the base of the courts system. For him, court decisions must be carried out by judicial officers. However, despite all efforts made to improve the enforcement system, today ensured by civil servants, the system is not entirely up to the expectations of the market economy.

After having compared various systems, like those of Germany, France and other countries, it is finally the French model which seemed for him to meet the expected standards of both citizens and businesses. Mr. Mami indicated that a bill will be soon submitted to the Parliament. He declared himself very happy about this initial co-operation with the UIHJ and confirmed that Kazakhstan is open for the development of the enforcement of the court decisions. The intervention of Mr. Mami was to be warmly applauded.

Then it was the turn of the Former Yugoslavian Republic of Macedonia (FYROM) to present its candidature, under the sponsorship of the Netherlands, of its president Franz Van Der Meer, and of Jos Uitdehaag, 1st quaestor of the Committee of the UIHJ, who achieved multiple missions in this country since 2002, within the framework of the reform of the legal institutions and the installation of an independent and liberal occupation of judicial officer.

Mr. Antonio Kostanov, president of the national Chamber of the judicial officers of the country cordially thanked the UIHJ for its assistance and in particular the Netherlands. He declared himself very happy to join the rows of this large international organisation.

After Asia and Europe, it was the turn of a country of the American continent to present its candidature: Chile. This country was represented by Patricia Castro Jimenez and Tatiana Munoz Mimiza, respectively president and vice-president of the Association of the Legal Receivers of Santiago, on behalf of the Association of the Legal Receivers of Chile. Our colleagues were sponsored by France and Dominique Aribaut-Abadie, member of the French delegation of the UIHJ, specialist in Hispanic law. A delegation of the UIHJ indeed went to Santiago at the beginning of October 2007 within the framework of a mission of the European Union assigned with the ministry for the justice of France

Une partie des participants – A part of the participants

and its European and International Affairs Service (see the article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019165&lg=ang). It is at the end of this mission that contacts were made with the Chilean Legal Receivers who at once shown a vivid interest in the UIHJ and their intention to join without delay.

Lastly, it is a new African country, the Islamic Republic of Mauritania, sponsored by Tunisia and its president, Abdelkader Boutaba, as well as by Mourad Skander, member of the board of the UIHJ, which was established as an observant member of the UIHJ. Mr. Sidi Oueled Zammel, president of the Mauritanian Association of judicial officers declared that the judicial officers of his country needed assistance in order to help them to raise the standards of the profession and the enforcement of court decisions.

48 missions for the UIHJ in 2007

Last but not least, Belarus was also invited to take part in the works of the permanent Council. Indeed, the UIHJ had been invited to take part in an international conference which took place in Minsk at the end of October 2007 to celebrate the 85th birthday of the Supreme Economic Court of Belarus (See the article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.

Gérard Ploux, membre de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, représentant son président – Member of the board of the French National Chamber of Judicial Officers of France, on behlf of its President

Patricia Castro Jimenez, Jacques Isnard

Jacky Sizam, délégué permanent de l'UIHJ pour la Caraïbe – Permanent Delegate of UIHJ for the Carabian

php?ID=1019138&lg=ang). Following these meetings, representatives of Belarus was thus invited in Paris. This country was represented by Mr. Andrei Ardeev, Deputy Chief Judicial Officer of the Economic Courts of the Republic of Belarus, and by Mrs. Irina Belskaya, Division Head of the Legislation and International Affairs Division of the Supreme Economic Court of Belarus. Mr. Ardeev thanked president Isnard for the possibility which was offered to his country to take part in this meeting and hoped that the co-operation between the UIHJ and the service of the judicial officers of his country would be long and prosperous.

Then, according to the agenda, the president of the UIHJ drew up a general state of the profession. Jacques Isnard indicated that the UIHJ includes today 64 members and that it will have taken part or organized 48 missions in 2007. Concerning training, he insisted once again on its vital importance for the profession. In this respect, he mentioned the creation of the International Institute of Private Judicial Law and of Enforcement Law (IIDJPDE). This institute gathers the various bodies dedicated to training: the International Training Centre (CIF) created in co-operation with the National School of Procedure of Paris, present in Romania, in Tunisia and soon in Latvia, the Ufohja, a world library in the course of its creation, the Juris-Union publication and the Scientific Committee of the UIHJ. *"This institute will become one of the fundamental weapons of promotion and of the development of the UIHJ"* the president of the UIHJ predicted.

Jacques Isnard also indicated that the UIHJ is very active within the Council of Europe with its missions of expertise and within the Cepej, a *"true laboratory of Europe"*.

The UIHJ was also invited by the Hague Conference of Private International Law at the time of the conference for French-speaking Africa which was held at the end of August 2007 (see article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1003093&lg=ang) and brought together the high-ranking magistrates of the jurisdictions of French-speaking Africa. President Isnard indicated that the Hague Conference asked the UIHJ to present the Hague convention of 15 November 1965 on the service of documents abroad. Again concerning Africa, the UIHJ was still invited to the congress of the French Speaking countries of the presidents of the Courts of Cassation and Supreme Courts in Dakar, at the beginning of November 2007. *"We were the only international organisation invited with the International Union of lawyers"* noted Jacques Isnard.

At the end of his presentation, the president of the UIHJ greeted our fellow-members Honoré Aggrey and Emmanuel Minoungou, both promoted knights in the National order of merit, respectively of Ivory Coast and of Burkina Faso. He finally greeted the work achieved by Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, Luisa Lozano, secretary of the UIHJ and by Christiane Duperray, wife of René Duperray, secretary-general of the UIHJ, for her voluntary and much appreciated help in the accountancy of the organisation.

Ohada's child

Nikola Hesslén, permanent deputy of the UIHJ for the Scandinavian countries, then presented her report. In Denmark, a reform of the judicial map reduced the number of jurisdictions from 85 to 22. In Norway, a new law on the litigious procedures must come into effect in 2008 in order to make this matter simpler and more effective. In Finland, a reduction of the number of judicial officers is to be envisaged. In Iceland, our colleague deplored the absence of contact with this country. Lastly, for Sweden, Nicola Hesslén presented Oulof Tanen, the new Head of the Public service of forced enforcement of Sweden Reforms should simplify and make more effective the enforcement procedures. The 5th Scandinavian seminar was held in Stockholm from 12 to 14 September 2007 on the topic of the situation of the debtor beyond borders (see article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019379&lg=ang). The UIHJ was represented by its highest representatives, President Jacques Isnard, first vice-president Leo Netten, and one of its vice-presidents, Roger Dujardin.

Concerning the USA, our colleague Sue Collins, deputy of the UIHJ for the United States, informed the participants of the projects in progress for the service of documents by electronic means in some States. *"There is very little we can do and things will be done with or without us"*, she indicated. Sue Collins also declared that she would take part at the beginning of December in the annual meeting of the Association of the Sheriffs of the United States and that she would try to convince them to become member of the UIHJ.

Then Jacky Sizam, UIHJ delegate for the Antilles, indicated that he took part in the Forum conference of exchanges of Pointe-à-Pitre on the Ohadac (Organisation for the harmonization of Business Law in the Caribbean) project. Our fellow-member specified that the many States resulting from colonization present very diverse Legal and Judicial realities. Thus, on the island of Saint Martin, the two systems of the Roman Germanic Law and Common Law

Une partie des participants – A part of the participants

Sidi Oueled Zammel, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Mauritanie - Sidi Oueled Zammel, President of the National Chamber of Judicial Officers of Mauritania

coexist without any physical border! For this reason, the expertise on the UIHJ was requested to present to the 28 concerned countries its know-how to found professionals of the Law in the Caribbean mosaic. President Isnard was delighted by this awakening. *"Ohada has a child. Ohada is the most beautiful politico-legal invention"* he commented.

Then, Honoré Aggrey, delegate for Western Africa presented his report, testifying of the various conferences and meetings organised on African grounds in 2007. He insisted on training, with the help of Ufohja. He also evoked this major event for the profession which consisted in the signature in March 2007 in Abidjan (Ivory Coast) of a project of a uniform act of a standard statute for the occupation of judicial officer of the Member States of Ohada (see article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1006959&lg=ang).

The UIHJ International Congress in South Africa in 2012

Concerning English-Speaking Europe, David Walker, member of the board, deplored that the Certificated Bailiffs chose to leave the UIHJ, for reasons apparently related to their refusal to pay the contributions - however very moderate - to the UIHJ, especially at a time when a new law must come to reform this profession which does not enjoy a very good popularity. In Scotland, the projects which were to lead to the removal of Messengers-At-Arms were suspended, following the recent elections of the Parliament. Lastly, in Southern Ireland, there is no significant projection.

Then Cheslan America, Executive Manager of the South African Board for Sheriffs, presented the candidature of South Africa and Swaziland for the international congress of the UIHJ in 2012.

After Dominique Aribaut presented the incredible *"Chilean marathon of the UIHJ"* in Santiago of Chile (see article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019165&lg=ang), André Mathieu presented a report of the 60th meeting of DPI/NGO to which belonged the UIHJ, the topic of the conference being the climatic change (see article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1019438&lg=ang).

Concerning the activities of the Council of Europe and CEPEJ, Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ evoked the 9th full session which was held in Strasbourg on 13 and 14 June 2007 (See article on our site: http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1003075&lg=ang).

Our fellow-member evoked the report which is published every two years on the efficiency of justice in the 47 Member States of the Council of Europe. A report on the execution of court decisions in Europe in which the UIHJ took part was prepared by the team of research on execution of court decisions (the University of Nancy and the Swiss Institute of comparative Law). This report must be presented during the next meeting which will be held at the beginning of December, specified the secretary of the board of the UIHJ.

Then, Jacques Isnard and Mathieu Chardon presented the new European instruments (European Order for Payment Procedure and the European Small Claims procedure). They also presented the first number of the Juris-Union Publication of the IIDJPDE, and which consists in a publication on the European Enforcement Order of which they are the joint authors.

The World Day of the Judicial Officers

Bernard Menut then presented the training catalogue prepared by the National School of Procedure of Paris (ENP) on international matters. Three broad topics are concerned: training of trainers, communication, and the study of the five European regulations concerning the occupation of judicial officer. *"This training activity is considered to be strategic for the UIHJ. It makes it possible to implement training activities in your countries on these topics"* said the secretary of the board of the UIHJ. Concerning the international projects, he continued by evoking Kosovo, Tunisia, Lebanon and the Ukraine.

Mohammed Chérif, President of the National Chamber of Judicial Officers of Algeria then spoke about the international seminar of Algiers which will be held on 12 and 13 March 2008 and which will relate to the African Union countries and the countries of the Arab League.

Concerning Thailand, the general director of the Enforcement Department of the ministry for Justice thanked the UIHJ for its cordial reception. The UIHJ has been in relation with Thailand for more than ten years. The general director informed the participants of the last evolutions relating to the occupation of judicial officer in her country.

On the topic of communication, the date of Thursday June 12, 2008 was fixed for the world day of the judicial officers with for topic: *"What do You Expect From a Judicial Officer?"*.

Then Bernard Menut, Roger Dujardin and Françoise Andrieux, the latter being a member of the French delegation of the UIHJ, gave a report of the three workshops which unrolled the day before on statement of facts, sequestration,

Une partie des participants – A part of the participants

Marc Schmitz, Jos Uitdehhag et Mathieu Chardon, les trois questeurs du Comité de l'Uihj – The three quaestors of the UIHJ

and debt recovery. Françoise Andrieux then evoked the UIHJ EuroMed meeting in Elche (Spain). Michal Redelbach (Poland), secretary of UIHJ EuroDanube also gave a report on the UIHJ EuroDanube meeting in Sopot (Poland) from 26 to 28 September 2007. In this respect, UIHJ EuroDanube has an Internet site: http://www.eurodanube.eu, with a Polish English, and French access.
Roland de Meerleer and Francis Guépin, both members of the board of the UIHJ, then presented the Study Day which will be held in Brussels on 28 February, 2008 on the European instruments used by Judicial Officers:
- Service of documents
- Recognition of decisions
- European Enforcement Order
- European Order for Payment Procedure
- European Procedure for Small Claims

"We will be the first organisation to hold a conference on the new regulation on the service of documents" specified Francis Guépin. This conference will include interventions of academics and judicial officers.

The African European meetings

On the basis of the fact according to which the European judicial officers seldom go to Africa, and remembering the success met by the ceremony of the 10th birthday of the Call of Dakar, in particular to the European fellow-members who were present during this great event, president Isnard then proposed the organisation of African European meetings for judicial officers. He proposed a first meeting to be held on 8 to 10 October 2008 in Libreville (Gabon), a very attractive destination in terms of hotel and tourist reception. The goal is "to try to reinforce the bonds which exist between the judicial officers of the whole world" he declared.
Then the Committee of the UIHJ, represented by Jos Uitdehaag, 1st quaestor, Mathieu Chardon and Marc Schmitz, quaestors, presented the work of the Committee during the year 2007, relating to the UIHJ magazine, the UIHJ Internet site, the world bibliography, the preparation of the international congress of Marseilles in 2009, the new UIHJ Extranet site and the launching of the UIHJ-Newsletter. The presentation of the works of the Committee ended with the live presentation of the world questionnaire on the profession which left a strong impression. It is the first time indeed that one can have statistics on the profession at the same time on a world, continental and national levels
To finish, Francoise Andrieux did captivate an audience already filled with information after these two days by making a very appreciated presentation on "the judicial officer as an essential element of the Rule of Law", topic of the next international congress of Marseilles in September 2009. Our colleague explained why it was necessary to think of new classifications of goods for a better answering of the expectancies of citizens and businesses and for a better following of the legal and judicial evolution of the countries world-wide.
At the time to end this permanent council of a great richness and full of promises for the future, Jacques Isnard thanked all the participants for their great assiduity and their trust in the members of the board. "We will endeavour to work in the line of the mission which was entrusted to us. In advance, I wish you all a merry Christmas and a happy new year" he concluded.
Until they meet again soon, the participants found themselves in a very convivial environment in Paris for the traditional and sumptuous dinner offered by the national Chamber of the judicial officers of France which one will never be able to thank enough for its support in the actions of the UIHJ and, through those, of the promotion of the profession of judicial officer in the world.
On this occasion, Jacques Isnard gave Mrs Iwona Karpiuck Suckecha, former President of the National Chamber of the Judicial Officers of Poland, the Honorary Diploma of the UIHJ. A well merited award and a great way to end this historical Permanent Council!

Une partie des participants – A part of the participants